Évolution des rapports israélo-américains

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

On prête au premier Premier ministre de l'État d'Israël la réflexion suivante : « il faudrait qu'un dirigeant politique ait de la fièvre pour se placer du côté d'Israël. » En son temps, Israël n'avait pas d'importance géopolitique, pas de ressources naturelles, pas d'infrastructure économique et l'Occident était dépendant des sources et des réserves pétrolifères des pays arabes qui se déclaraient ennemis d'Israël.

Durant des décennies, le Département d'État américain a fourni à maints présidents des analyses basées sur des assomptions qui, au fil des années, se sont avérées être erronées. Le Département d'État a mal jugé les priorités des pays de la région et le démenti de ces assomptions a graduellement fait rapprocher les présidents américains d'Israël. Le refus de vendre des armes à Israël se maintint depuis 1948 jusque dans les années 60. On permit alors la vente d'armes défensives. Après la victoire israélienne durant la guerre des Six Jours, on réévalua l'importance stratégique d'Israël et le président Johnson permit la vente d'armes. Déçu par les attaques contre les Américains au Liban, le président Reagan mit fin à ses réserves par rapport à Israël et établit avec ce pays une coopération stratégique permanente. Depuis, Israël est considéré comme un atout stratégique.

La première assomption du département d'État américain était qu'il fallait s'éloigner d'Israël pour pouvoir se rapprocher des pays arabes. En 1947, l'ambassadeur américain William Eddy avait transmis à Truman le message suivant du roi Ibn-Saoud : « Si l'Amérique se prononce en faveur des Juifs (d'un État juif), qui sont accusés par le Coran d'être les ennemis des musulmans jusqu'à la fin des temps, cela signifiera que l'Amérique

aura répudié son amitié avec nous¹. » Et de fait, les États-Unis ne livrèrent pas d'armes à Israël même durant la guerre d'indépendance en 1948, alors que cinq armées arabes qui attaquèrent Israël continuèrent à recevoir des armements. Cinq administrations prirent leur distance par rapport à Israël sous les mandats d'Eisenhower, Nixon, Bush père, Carter puis Obama. Nixon voulut établir de meilleures relations avec l'Égypte et la Syrie qu'il trouvait trop proches de l'Union soviétique. Il arrêta la livraison d'avions à Israël alors même que l'Union soviétique déplaçait un nombre considérable d'armements et d'experts en Égypte. Au début de son mandat, Obama se présenta au Caire en serinant le narratif arabe du conflit et en proférant un mea culpa sur les erreurs de l'Occident. Il ne se rendit pas à Jérusalem. Cette approche ne donna aucun résultat de rapprochement tangible avec les pays arabes.

La seconde assomption était que le rapprochement avec Israël pourrait nuire aux relations avec les pays arabes ; cela s'avéra être également incorrect. Le premier président qui livra des armes à Israël fut Kennedy, dans les années 60 : il s'agissait d'armes défensives anti aériennes (missiles Hawk). Il agit ainsi malgré les mises en garde sérieuses du Secrétariat d'État Dean Rusk. De fait, l'Arabie était alors bien plus préoccupée par le coup d'État au Yémen et l'envoi de troupes égyptiennes dans ce pays et le roi d'Arabie alla jusqu'à demander à Kennedy l'arrêt des livraisons américaines de blé à l'Égypte. De la même façon, l'Arabie et les émirats du Golfe furent avant tout préoccupés par l'annexion du Koweït par Saddam Hussein en 1990. Aujourd'hui, ces mêmes états sont plus inquiétés par l'expansion de l'hégémonie iranienne et se sentent rassurés par la présence d'un Israël fort.

La troisième assomption était que la résolution du problème palestinien était la panacée de l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient. Cette

¹¹ Cela n'empêcha pas son conseiller Al-Zirkili de rapporter au président américain qu'en fait le roi était satisfait de ce que les Juifs combattent la dynastie hachémite rivale de Jordanie qui régnait par le passé sur l'Arabie.

assomption n'a également pas tenu la route. Imaginons que c'était le cas et qu'un accord acceptable était négocié aujourd'hui : cela ferait-il reculer Assad en Syrie ou l'État islamique, ou l'expansion iranienne ? Cela ferait-il cesser la guerre civile en Libye? Les problèmes du Moyen-Orient sont autrement plus complexes et leur analyse s'inscrit dans un contexte sociohistorique plus vaste qui nécessite une approche et une vision globales.

L'appui américain à Israël est souvent considéré comme un parti pris. De fait, il relève de l'identification d'Israël à l'Amérique pionnière et surtout à l'avantage géopolitique offert par ce pays. Quand on pense que pendant plusieurs décennies les USA ont investi des centaines de milliards pour défendre l'Europe et qu'Israël a empêché l'expansion soviétique vers les pays pétroliers à partir de l'Égypte, de l'Irak et de la Syrie sans que les États-Unis n'investissent un seul soldat, il ressort de cela que l'aide américaine à Israël est une véritable aubaine géopolitique. Ainsi, lorsque la Syrie voulut envahir la Jordanie en 1970, Israël mobilisa des troupes et l'invasion fut annulée. Malgré les difficultés de parcours, aucun des pays de la région, pas même la Turquie, n'a pu être un allié stable et fiable comme Israël qui est, envers et contre tout, une démocratie. En outre, lorsque les USA se sont investis en Afghanistan et en Irak, les pertes humaines et les résultats obtenus ont été désastreux.